

TACBI condamne fermement la tenue d'une conférence de normalisation avec l'ennemi sioniste en Tunisie

La Campagne Tunisienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (TACBI) condamne avec la plus grande fermeté la tenue de la conférence « Menaces non traditionnelles et sécurité en Méditerranée – Défis présents et futurs, réponses communes et nouvelles stratégies » à Tunis du 14 au 17 octobre 2019, organisée conjointement par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) et le Centre d'études stratégiques sur le Proche-Orient et l'Asie du sud (Near East South Asia (NESA) Center for Strategic Studies).

Le programme officiel de cette conférence indique la participation de **Galia Golan-Gild, Professeure au Centre interdisciplinaire Herzliya et à l'Université hébraïque de Jérusalem**. Nous ignorons les conditions de l'entrée de cette participante israélienne en Tunisie, en particulier si elle est entrée avec un passeport israélien ou avec un autre passeport. Mais son affiliation mentionnée sur le programme de la conférence ne laisse aucun doute sur le fait qu'elle a été invitée en tant qu'universitaire israélienne. D'ailleurs, les organisateurs de la conférence indiquent dans leur présentation qu'

étant donné l'interdépendance des questions de sécurité précitées, il est urgent de mieux articuler les liens entre « sécurité douce » et « sécurité dure », de remédier aux causes profondes de l'instabilité dans la région et de se concentrer sur les possibilités de coopération et de collaboration régionales. À cette fin, le Centre d'études stratégiques sur le Proche-Orient et l'Asie du sud (NESA) et l'Institut

européen de la Méditerranée (IEMed) invitent des experts de la région à partager leurs points de vue, les meilleures pratiques nationales et à proposer des solutions régionales.

Nous déduisons donc que Galia Golan-Gild représentait dans cette conférence l'état colonial sioniste, à coté de représentants de certains états arabes comme le Maroc, l'Egypte, le Liban, la Jordanie et le pays hôte la Tunisie.

D'après la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) « la normalisation [avec l'ennemi sioniste] est la participation à tout projet, initiative ou activité, locale ou internationale, conçue spécifiquement pour rapprocher (directement ou indirectement) les Palestiniens (et/ou les Arabes) et les Israéliens (individus ou institutions) et qui ne vise pas explicitement à résister ou à exposer l'occupation et toutes les formes de discrimination et de persécution contre le peuple palestinien. » PACBI donne comme exemple important de normalisation le fait d' « établir toute activité ou projet organisé ou imposé par une tierce partie à la partie palestinienne/arabe, qui considère comme égales les responsabilités des parties israélienne et palestinienne (ou arabe) dans le conflit, ou qui affirme que la paix entre eux sera achevée par la compréhension, le dialogue et une coopération accrue entre eux, sans l'aboutissement de la justice. »

Par ses objectifs déclarés et la liste de ses participants, la conférence sur les « menaces non traditionnelles et sécurité en Méditerranée » est donc une flagrante activité de normalisation tenue en Tunisie.

Les objectifs de l'Institut européen de la Méditerranée, co-organisateur de la conférence, comme les principes du Processus de Barcelone du Partenariat euroméditerranéen auxquels il se conforme, collent parfaitement à cette définition de la normalisation. Le Conseil d'Orientation de

cet Institut compte parmi ses membres **Shlomo Ben Ami, ancien ministre israélien des Affaires étrangères et ancien ministre de la Sécurité publique**, en plus de représentants des pays arabes de la Méditerranée, dont les représentants de la Tunisie, **Jaloul Ayed**, ancien ministre des Finances et président d'honneur de MedConfederation, l'écrivaine **Héle Beji** et **Taïeb Zahar**, PDG et propriétaire de l'hebdomadaire Réalités et Président de la Fédération tunisienne des directeurs de journaux.

L'autre co-organisateur de la conférence, le Centre d'études stratégiques sur le Proche-Orient et l'Asie du sud est une institution du département de la Défense des États-Unis. Son directeur qui a ouvert la conférence, LTG Terry A. Wolff, est un Général de l'armée américaine à la retraite qui a servi trois fois en Irak en 2003, 2006-07 et 2010. Un document diffusé aux participants montre que la conférence a d'ailleurs bénéficié d'un soutien financier du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), ce qui éclaire d'un jour nouveau le thème général de cette conférence et l'obsession sécuritaire sous-jacente :

Les approches méditerranéennes en matière de sécurité varient considérablement d'un État à l'autre, de même que leurs perceptions de la sécurité qui semblent différentes ou parfois contradictoires. Cependant, les défis qui affectent directement la sécurité humaine sont communs à tous les pays méditerranéens. Les décideurs politiques sont bien conscients des menaces posées par le terrorisme et les conflits civils. D'autres questions, tels que l'énergie, l'approvisionnement en eau et en nourriture, le changement climatique et les migrations, ne sont pas souvent considérées comme des questions de «sécurité» méritant la même attention.

La 3ème session de la conférence a eu pour thème « les conséquences du manque de nourriture et d'eau en Méditerranée ». Nous ne savons pas si la crise de l'eau en

Palestine y a été discutée ou même simplement évoquée. Si c'était le cas, cette crise a été sans doute présentée comme résultant des conditions climatiques de la région. Or Israël utilise actuellement 85 % des ressources en eau partagées de Cisjordanie, laissant les Palestiniens à sec. Non seulement Israël exerce son hégémonie sur l'accès aux ressources en Cisjordanie, mais l'Autorité Palestinienne de l'Eau dépend complètement d'Israël en tant que principal fournisseur d'eau, achetant son approvisionnement à Israël depuis les Accords d'Oslo.

La 4ème session de la conférence traite de « la géopolitique du gaz naturel en Méditerranée orientale ». Là encore, il est très peu probable que les conférenciers aient discuté ou même évoqué le fait que les entreprises américaines et israéliennes travaillent avec l'approbation du gouvernement israélien pour siphonner le gaz naturel des eaux territoriales de Gaza, même si c'est illégal selon le droit international, comme l'a démontré l'économiste israélien Shir Hever en 2017. Par contre l'intervention d'Ahmed Kandil, responsable du programme d'études sur l'énergie au Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques, suggère que le contrat conclu en 2018 par Israël pour la fourniture de gaz naturel à l'Egypte aurait été probablement discuté et présenté comme un modèle. Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a affirmé que « cela va rapporter des milliards dans les coffres de l'Etat [israélien] ».

La 5ème session de la conférence était consacrée à « la technologie comme moteur de changement et catalyseur de développement humain durable ». Amnesty International a révélé très récemment que des défenseurs des droits humains marocains ont été ciblés par un logiciel espion malveillant de l'entreprise israélienne NSO. AnyVision, l'entreprise israélienne de technologie de reconnaissance faciale, tire profit des violations, par Israël, des droits humains des Palestiniens et elle exporte sa technologie de surveillance

répressive dans le monde entier. AnyVision joue un rôle direct dans l'occupation militaire de la Cisjordanie palestinienne, qui comprend le mur illégal et les check-points militaires d'Israël. Selon l'armée israélienne, AnyVision entre dans « un programme de renforcement » des check-points militaires en Cisjordanie par l'ajout d'une technologie pour de nouveaux « postes d'identification et d'inspection ». AnyVision entretient également des caméras pour l'armée israélienne au cœur de la Cisjordanie afin d'espionner les Palestiniens et de permettre à l'armée israélienne de prendre les civils pour cibles en toute illégalité. Le 16 mai 2019, Facebook annonce la désactivation de 265 pages ou comptes liés à une société israélienne dont le but est d'influencer l'opinion publique, principalement dans des pays africains. En Tunisie, 11 pages sont concernées. Le site d'information Inkyfada a démontré que le contenu publié par ces pages visait à influencer les électeurs tunisiens dans la perspective des élections présidentielle et législative. Ces aspects ont-ils été discutés ou même évoqués pendant cette conférence ?

Ces omissions renforcent le caractère normalisateur de cette conférence tenue à Tunis. En effet, PACBI considère comme normalisateur « tout projet qui minimise ou camoufle la souffrance du peuple palestinien en tant que victime du projet colonial israélien ou tente de réécrire l'histoire du conflit afin qu'il présente le récit sioniste comme un supplément ou un parallèle au récit palestinien sur les racines du conflit et les faits de déracinement et de nettoyage ethnique. »

Signalons enfin la participation à cette conférence de **Moncef Harrabi**, Président de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz, de **Salim Cherif**, Chef de la Division Moyen-Orient, Iran et Sudan au Ministère tunisien des Affaires étrangères et de **Tasnim Chirchi**, Directrice de la Fondation Jasmin et fille de Rached Ghannouchi président-fondateur du parti politique Ennahdha.

Cette conférence est un nouvel épisode dans une longue liste

d'actes avérés de normalisation tunisienne avec l'ennemi sioniste que TACBI et d'autres organisations de la société civile, dont l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et la Campagne tunisienne pour le boycott et la lutte contre la normalisation avec l'entité sioniste, ont révélés. Nos appels au gouvernement tunisien pour mettre fin aux flagrants délits d'échanges commerciaux avec Israël sont restés lettre morte. L'Assemblée des représentants du peuple dont le mandat s'achève bientôt s'est elle aussi avérée inefficace dans la lutte contre la normalisation avec l'ennemi sioniste. TACBI et l'UGTT ont demandé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les véritables activités de la compagnie de transport maritime israélienne ZIM en Tunisie, ainsi que sur ses partenaires tunisiens et étrangers, en vain.

Nous appelons les nouveaux représentants élus du Peuple tunisien et la justice à se saisir de cette conférence pour faire toute la lumière sur les conditions d'entrée de la participante israélienne en Tunisie et sur les organisations internationales et les services de l'état qui auraient facilité de près ou de loin cet acte illégal de normalisation avec l'ennemi sioniste. Notre appel s'adresse particulièrement au nouveau Président de la république dont les déclarations pendant la campagne électorale en faveur des droits inaliénables du Peuple palestinien et contre la normalisation avec l'ennemi sioniste ont été accueillies très favorablement par l'écrasante majorité du Peuple tunisien et par l'opinion publique arabe, particulièrement en Palestine occupée.

Notre Constitution, le droit international et la morale exigent de rejeter toute forme de normalisation avec l'État colonial sioniste.

La Campagne Tunisienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (TACBI).

Document

Programme et liste des participants de la conférence organisée

à Tunis du 14 au 17 octobre 2019

Source: TACBI